Rapport d'Orientation Budgetaire 2025

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
OCÉAN MARAIS
DE MONTS

Objectifs du DOB et dispositions légales

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les **discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière** d'une collectivité **préalablement au vote du budget primitif**.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, **toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité**.

Il intervient dans les **2 mois précédant l'examen du budget.**

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Rapport d'orientation budgétaire

Avant l'examen du budget, l'exécutif présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- Les orientations budgétaires : **évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes** (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- Les engagements pluriannuels envisagés : **programmation des investissements** avec une prévision des recettes et des dépenses,
- La **structure et** la **gestion de la dette** contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.
- Une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment **l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel**, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Une présentation des **objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement** de la collectivité (BP et BA).

Le rapport doit être **communiqué aux membres des assemblées délibérantes** en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum **5 jours avant** la réunion pour les conseillers communautaires.

Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Le DOB des EPCI doit être **transmis** obligatoirement **aux communes membres** et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre et **mis à la disposition du public** au siège de l'EPCI dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB. Le public doit être avisé de cette mise à disposition **par tout moyen** : site internet, publication, ….

Afin de permettre aux citoyens de **disposer d'informations financières claires et lisibles**, le rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

SOMMAIRE

I. **Contexte géopolitique**

a. Dérèglement climatique ;
b. Guerre Israël-Hamas ;
c. Les élections américaines ;
d. Les Impacts Financiers de la Crise Politique Française

II. **Le contexte macro-économique (États-Unis, Chine, zone €uro et Royaume-Uni)**

a. Les indicateurs ;
   - PIB et taux de croissance ;
   - Indice des prix à la consommation et inflation ;
   - Taux de chômage ;
   - Marché monétaire.

b. La situation en France.

III. **Les principales mesures du Projet de Loi de Finances 2025 relatives aux EPCI**

a. Les concours financiers et la revalorisation des bases locatives pour 2025.

IV. **L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2023 à 2024 et les prévisions 2025 de la section de Fonctionnement**

a. Les recettes de fonctionnement

b. Les dépenses de fonctionnement

V. **L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2023 à 2024 et les prévisions 2025 de la section d'investissement**

a. Les recettes d'investissement

b. Les dépenses d'investissement

VI. **La situation financière de la CCOMDM au 31 décembre 2024**

a. Les soldes intermédiaires ;
b. La structure et la gestion de la dette ;
c. La structure des effectifs ;
d. Les orientations budgétaires tous budgets.

I. Le contexte géopolitique

a. Le dérèglement climatique :

Le dérèglement climatique, principalement causé par les activités économiques humaines et l'utilisation massive des énergies fossiles, continue de perturber les équilibres environnementaux, économiques, et sociaux à l'échelle mondiale et locale. Selon les dernières estimations, les phénomènes climatiques extrêmes pourraient entraîner une réduction de 0,7 point du PIB mondial en 2025, soulignant les défis économiques de plus en plus marqués.

L'année 2024 a de nouveau été marquée par des températures record. Ces hausses de température ont été associées à des vagues de chaleur, des canicules, et des incendies, rappelant la fragilité de nos territoires face aux aléas climatiques. La Chine, les États-Unis, ainsi que des pays méditerranéens comme l'Espagne, la Grèce et l'Italie, ont subi des pertes significatives en matière de production économique et de dégradation de leurs ressources naturelles.

Le dérèglement climatique entraîne des dommages majeurs aux infrastructures, tels que des inondations récurrentes, l'érosion côtière, et une usure accélérée des routes et bâtiments. Il affecte également l'environnement en provoquant la perte de biodiversité, la dégradation des écosystèmes naturels, et des phénomènes météorologiques extrêmes qui perturbent les cycles de l'eau et augmentent la fréquence des incendies.

b. Guerre Israël-Hamas :

La guerre Israël-Hamas, qui a éclaté en octobre 2023, a eu un impact significatif sur les dynamiques géopolitiques et économiques mondiales, avec des répercussions directes sur le commerce, les coûts de production, et la stabilité économique, y compris en Europe. Ce conflit a entraîné des perturbations majeures des routes commerciales en Méditerranée et en mer Rouge, des zones essentielles pour le transit des marchandises entre l'Europe, le Moyen-Orient, et l'Asie.

Les effets indirects du conflit se sont fait sentir au niveau des prix des matériaux de construction. L'interruption des flux commerciaux, combinée à la hausse des coûts d'assurance et à l'augmentation des délais de livraison, a entraîné une flambée des prix pour des matériaux essentiels tels que l'acier, le ciment, et d'autres produits dérivés du pétrole utilisés dans la construction et les infrastructures.

c. Élections américaines :

Retour des Politiques Protectionnistes : L'administration Trump a réaffirmé sa volonté de protéger l'industrie américaine par la mise en place de mesures protectionnistes strictes. Cela inclut l'imposition de droits de douane sur de nombreux produits importés, notamment ceux en provenance de l'Union Européenne, visant à réduire le déficit commercial des États-Unis et à encourager la relocalisation des entreprises.

Retrait des Engagements Climatiques : Une conséquence directe de la réélection de Trump est la révision des engagements environnementaux des États-Unis. Le pays s'est retiré de plusieurs initiatives internationales sur le climat, réduisant ainsi ses efforts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

d. Les Impacts Financiers de la Crise Politique Française

L'année 2024 a été marquée par une série d'événements politiques majeurs qui ont profondément affecté les finances publiques et l'économie française. Les élections européennes de mai, suivies de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin, de la chute du gouvernement Barnier en juillet et de l'adoption d'une loi spéciale en fin d'année, ont généré une instabilité sans précédent, exacerbant les tensions budgétaires et économiques.

Les élections européennes ont ouvert cette période de crise. Elles ont révélé une fragmentation politique accrue, compliquant la formation d'un consensus au niveau national. Sur le plan financier, elles ont entraîné des coûts significatifs liés à leur organisation et détourné l'attention des décideurs politiques des réformes économiques pourtant urgentes, dans un contexte où la dette publique et les déficits nécessitaient une gestion rigoureuse.

En juin, la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée par le Président de la République pour surmonter un blocage institutionnel, a engendré des élections législatives anticipées. Ces élections, organisées peu après les européennes, ont accru les dépenses publiques et renforcé l'instabilité politique. Cette situation a freiné les décisions budgétaires et ralenti les investissements économiques, créant un climat d'incertitude pour les marchés financiers.

En juillet, la motion de censure ayant renversé le gouvernement Barnier a aggravé cette instabilité. L'absence de gouvernement pleinement fonctionnel a paralysé l'adoption des lois budgétaires nécessaires. Cette période d'impasse institutionnelle a accentué les tensions sur les marchés, alors que la confiance des investisseurs s'érodait face à une gestion financière au ralenti.

En réponse à cette crise, l'Assemblée nationale a adopté une loi spéciale en fin d'année pour restaurer la stabilité économique et budgétaire. Ce texte a introduit des mesures concrètes, notamment la réduction des déficits, une maîtrise accrue des dépenses publiques, et des réformes fiscales visant à renforcer les recettes de l'État. Si ces efforts ont permis de stabiliser la situation et de rassurer les marchés financiers, ils ont également imposé des efforts significatifs aux ménages et aux entreprises.

Cette succession d'événements a plongé la France dans une période d'incertitudes économiques et financières. Les coûts liés aux élections, les retards dans l'adoption des réformes, et l'instabilité gouvernementale ont pesé lourdement sur les finances publiques et l'économie nationale. L'année 2024 a ainsi mis en lumière l'importance d'une stabilité politique pour garantir une gestion budgétaire efficace et préserver la confiance des acteurs économiques dans un contexte déjà fragile.

II. Le contexte macro-économique

a. Indicateurs économiques :

En 2024, les principales économies mondiales ont connu des évolutions macroéconomiques variées en termes de croissance, d'inflation, de taux de chômage et de politiques monétaires :

États-Unis :

Croissance économique : Le PIB américain a progressé de 2,8 % en 2024, surpassant les prévisions initiales. Cette performance est attribuée à une consommation robuste et à une reprise des investissements privés.

Inflation : L'inflation a diminué pour atteindre 2,6 % en octobre 2024, revenant ainsi à des niveaux plus acceptables après les pics observés en 2022.

Taux de chômage : Le taux de chômage s'est établi à 4,1 %, reflétant un marché du travail solide malgré une légère hausse par rapport aux mois précédents.

Taux directeurs : En septembre 2024, la Réserve fédérale a abaissé ses taux directeurs de 5,5 % à 5 %, marquant la première réduction significative depuis la pandémie de Covid-19.

Chine :

Croissance économique : La croissance chinoise a ralenti, avec une prévision de 4,6 % pour 2024, en baisse par rapport aux années précédentes.

Inflation : L'inflation est restée modérée (+0.3 %), mais des préoccupations subsistent concernant la demande intérieure et les pressions déflationnistes potentielles.

Taux de chômage : Les données officielles indiquent un taux de chômage urbain autour de 5 %, bien que des disparités régionales et sectorielles persistent.

Taux directeurs : La Banque populaire de Chine a maintenu une politique monétaire accommodante, avec des taux directeurs stables ou légèrement réduits pour soutenir l'économie.

Zone euro :

Croissance économique : La zone euro a enregistré une croissance modeste de 0,8 % en 2024, soutenue par une demande extérieure accrue et une reprise progressive de la consommation intérieure.

Inflation : L'inflation a diminué pour atteindre 2,5 % en 2024, se rapprochant de l'objectif de la Banque centrale européenne.

Taux de chômage : Le taux de chômage est resté à des niveaux historiquement bas, avec une prévision de 6,5 % pour 2024.

Taux directeurs : La BCE a maintenu des taux directeurs élevés pour contenir l'inflation, avec des discussions en cours sur une éventuelle réduction en 2025.

Royaume-Uni :

Croissance économique : Le Royaume-Uni a connu une croissance de 0,9 % en 2024, reflétant une reprise modérée après les défis post-Brexit et les impacts de la pandémie.

Inflation : L'inflation a diminué à 2,6 % en 2024, grâce à des politiques monétaires restrictives et à une stabilisation des prix de l'énergie.

Taux de chômage : Le taux de chômage s'est établi à 4,3 %, indiquant un marché du travail relativement stable.

Taux directeurs : La Banque d'Angleterre a maintenu des taux directeurs élevés pour lutter contre l'inflation, avec des prévisions de réduction progressive à partir de fin 2024.

En résumé, en 2024, les économies des États-Unis, de la Chine, de la zone euro et du Royaume-Uni ont affiché des performances variées, avec des tendances générales de ralentissement de l'inflation et des ajustements de politiques monétaires pour soutenir la croissance tout en maîtrisant les pressions inflationnistes.

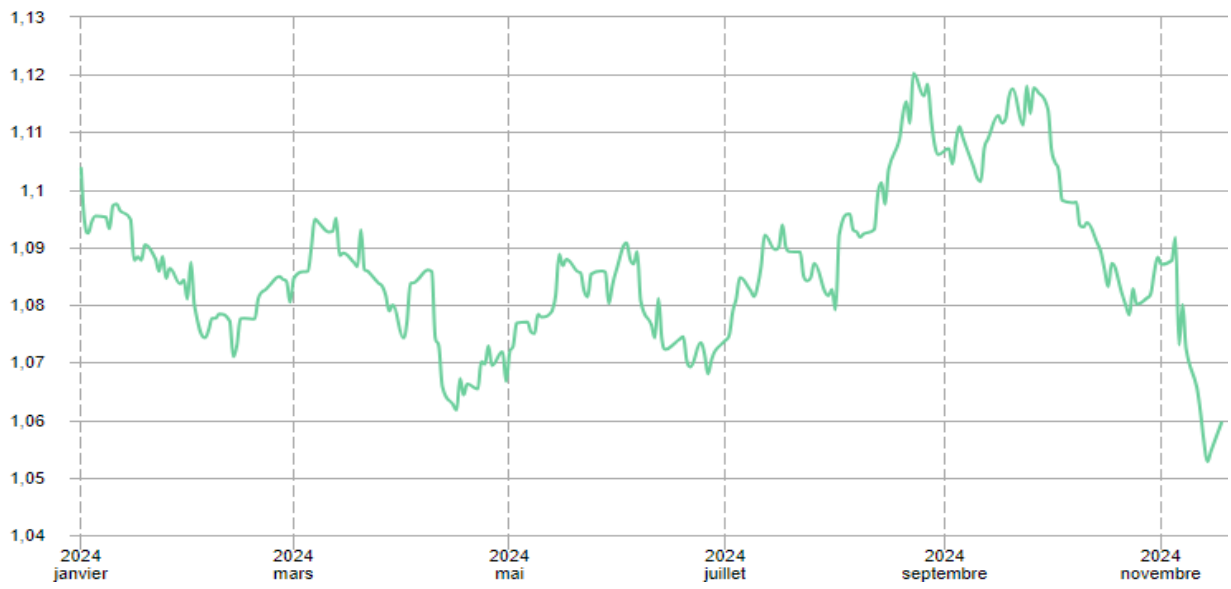
États-Unis	
Croissance	+ 2.8 %
Inflation	+ 2.6 %
Taux de chômage	4.1 %
Taux directeurs	4.5 %

Chine	
Croissance	+ 4.8 %
Inflation	+ 0.3 %
Taux de chômage	5 %
Taux directeurs	3.1 %

Zone €uro	
Croissance	+ 0.8 %
Inflation	+ 2.5 %
Taux de chômage	6.5 %
Taux directeurs	3 %

Royaume-Uni	
Croissance	+ 1.1 %
Inflation	+ 1.7 %
Taux de chômage	4.3 %
Taux directeurs	4.75 %

Taux de change €uro vs Dollar US



L'euro a subi une perte de valeur significative face au dollar au cours de l'année 2024, particulièrement en fin d'année.

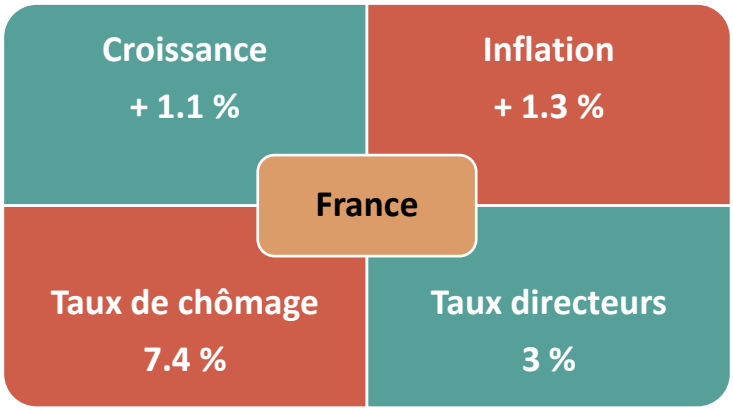
b. Situation en France :

En 2024, la France a poursuivi sa sortie progressive des tensions inflationnistes amorcées en 2023. Selon l'Insee, l'inflation a nettement ralenti, atteignant 1,3 % en décembre, principalement grâce à la baisse des prix de l'énergie et une stabilisation des prix des services et de l'alimentation en fin d'année.

Cette désinflation a soutenu une amélioration du pouvoir d'achat, portée par une hausse des revenus d'activité et le déploiement des primes de partage de la valeur. Le salaire moyen par tête (SMPT) a progressé plus rapidement que l'indice des prix à la consommation, favorisant une légère augmentation du revenu disponible brut (RDB) des ménages.

Cependant, l'investissement des entreprises a continué de faiblir, affecté par des coûts de financement encore élevés. Malgré cela, la réduction de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et des gains de productivité ont permis un rebond du taux de marge, qui a atteint 32,8 % au printemps, dépassant les niveaux d'avant la crise sanitaire.

Le marché de l'emploi a connu une légère dégradation, avec un taux de chômage en hausse à 7,4 % à la fin de l'année. Cette augmentation s'explique par une population active élargie, notamment en raison de la réforme des retraites.



En résumé :

L'année 2024 a été marquée par une stabilisation progressive des économies mondiales après les chocs successifs des crises énergétiques et pandémiques.

Les États-Unis ont connu une croissance plus dynamique que les autres régions, tandis que la Chine a continué à faire face à des défis économiques structurels.

La zone euro et le Royaume-Uni ont enregistré des performances modestes, mais la baisse de l'inflation a offert une certaine marge de manœuvre.

La France a vu une légère amélioration de son pouvoir d'achat, mais la faiblesse de la consommation et de l'investissement a limité la reprise économique.

L'inflation a baissé, mais les taux d'intérêt élevés continuent de peser sur les perspectives de croissance pour les entreprises et les ménages.

III. Les principales mesures du PLF 2025 relatives aux EPCI

Le **Projet de Loi de Finances (PLF) 2025**, a été adopté définitivement le 6 février 2025

Concours financiers aux collectivités territoriales

- **Stabilisation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) :** La DGF est maintenue en valeur nominale pour 2025, mais avec une revalorisation ciblée des dispositifs de péréquation, notamment la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU). Cette mesure vise à mieux répondre aux besoins des territoires les plus vulnérables.
- **Hausse de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) :** Une augmentation de **5 %** de la DETR est prévue, priorisant les projets liés à la résilience climatique, la rénovation énergétique et les infrastructures de mobilité douce.

Fiscalité locale

- **Revalorisation des bases locatives :** Les bases locatives sont revalorisées de 1,7 %, conformément à l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (ICPH). Cette augmentation, modérée par rapport à l'inflation anticipée, vise à préserver les ressources fiscales des collectivités tout en limitant la charge pour les contribuables.
- **Suppression progressive de la CVAE :** La suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) se poursuit, avec une réduction de 50 % de son produit dès 2025. Un mécanisme de compensation intégrale est mis en place pour les collectivités, basé sur une indexation aux recettes fiscales précédentes. Cependant, cette compensation pourrait évoluer à moyen terme.
- **Gel des fractions de TVA :** Les fractions de TVA transférées aux collectivités ne bénéficieront pas de revalorisation en 2025, une décision visant à contenir les dépenses publiques globales.

Transition écologique et énergétique

- **Fonds Vert renforcé :** Une dotation exceptionnelle de **2 milliards d'euros** est affectée au Fonds Vert, visant à soutenir les projets territoriaux suivants :
  - Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ;
  - Développement des infrastructures de mobilité douce (pistes cyclables, aménagements urbains) ;
  - Rénovation énergétique des bâtiments publics, notamment les écoles et équipements sportifs.
- **Aides pour la résilience climatique :** Les collectivités, y compris les EPCI, peuvent accéder à des subventions pour des projets d'infrastructures résistantes aux aléas climatiques, comme les digues, bassins de rétention et solutions basées sur la nature.

Gestion de la dette et soutien financier

- **Suivi des ratios d'endettement :** Les EPCI dont le ratio d'endettement dépasse **10 années d'épargne brute** sont tenus de présenter un plan de retour à l'équilibre financier, accompagné d'une analyse de leurs marges d'autofinancement.
- **Fonds de soutien aux collectivités surendettées :** Reconduit pour 2025, ce fonds est doté de **50 millions d'euros**, permettant aux collectivités de restructurer leurs dettes ou d'absorber les surcoûts liés à des emprunts structurés.

Le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 a introduit une augmentation progressive (+ 3points par an) du taux de cotisation vieillesse des employeurs affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

IV. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2023 à 2024 et les prévisions 2025 de la section de Fonctionnement

a. Les recettes de fonctionnement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
	2023	2024	ÉVOLUTION
TOTAL	24 777 980,83 €	25 619 555,49 €	+ 3,40 %

RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
013	Atténuation de charges	604 253,13 €	83 823,76 €	- 86,13 %
70	Produits des services	1 062 228,21 €	1 590 996,74 €	+ 49,78 %
73	Fraction de TVA et Autres	20 795 289,04 €	3 414 361,12 €	+ 2,76 %
731	Fiscalité Locale		17 954 902,34 €	
74	Dotation et participations	1 799 358,91 €	1 950 672,80 €	+ 8,41 %
75	Autres produits de gestion courante	5 884,75 €	79 349,95 €	+ 1248,40 %
76	Produits financiers	266 766,63 €	266 776,67 €	+ 0,00 %
77	Produits exceptionnels	94 140,53 €	75 709,58 €	- 19,58 %
TOTAL		24 627 921,20 €	25 416 592,96 €	+ 3,20 %

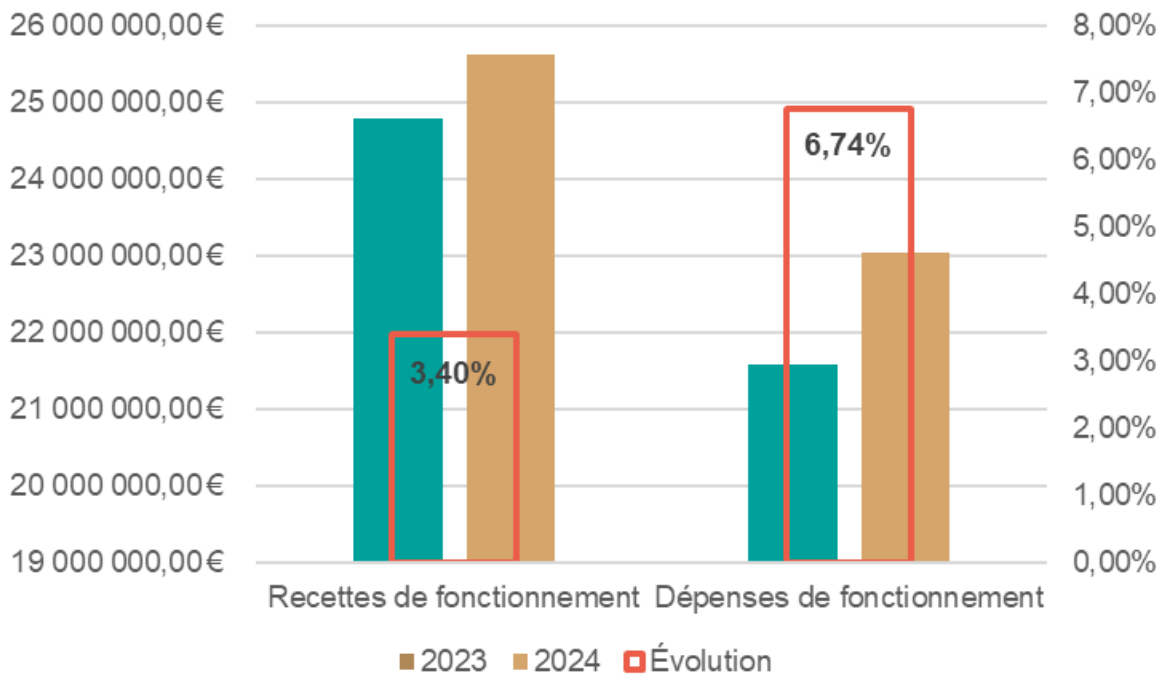
RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
042	Dotation aux Amortissements RI	150 059,63 €	202 962,53 €	+ 35,25 %

b. Les dépenses de fonctionnement

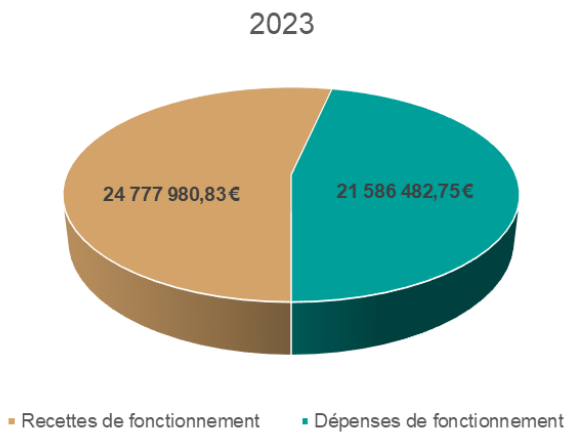
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	2023	2024	ÉVOLUTION
TOTAL	21 586 482,75 €	23 041 598,91 €	+ 6,74 %

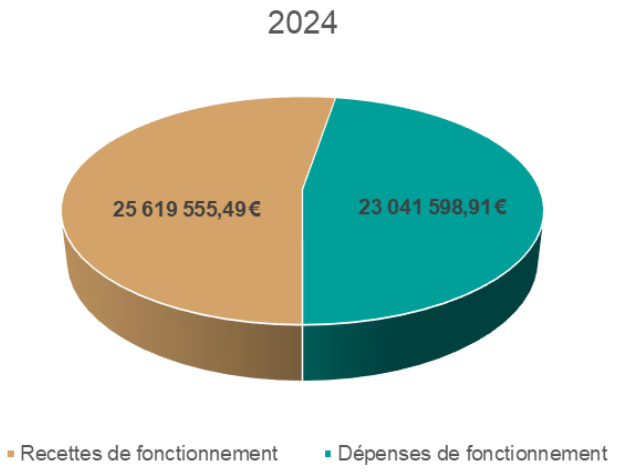
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
011	Charges à caractère général	6 852 813,99 €	7 293 259,38 €	+ 6,43 %
012	Charges de personnel	5 012 877,27 €	5 661 654,87 €	+ 12,94 %
014	Atténuations de produits	4 563 284,31 €	4 308 047,00 €	- 5,59 %
65	Autres charges de gestion courante	3 019 585,49 €	3 325 034,03 €	+ 10,12 %
66	Charges financières	779 680,57 €	833 481,37 €	+ 6,90 %
67	Charges exceptionnelles	65 840,10 €	775,66 €	- 98,82 %
68	Dotations provisions	0,00 €	5 765,00 €	
TOTAL		20 294 081,73 €	21 428 017,31 €	+ 5,59 %

DÉPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
042	Dotation aux Amortissements DI	1 292 401,02 €	1 613 581,60 €	+ 24,85 %



Les dépenses de fonctionnement ont connu une hausse plus marquée que celle des recettes entre 2023 et 2024, entraînant une diminution de l'excédent disponible pour être reporté et capitalisé sur l'exercice N+1 et réduit la capacité à autofinancer les projets.





Projections et Prévisions des Recettes de Fonctionnement pour 2025 :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2025			
Chapitre	**Libellé**	**BP 2025**	**Évolution**
013	Atténuation de charges	**85 000,00 €**	+ 1,40 %
70	Produits des services	**1 600 000,00 €**	+ 0,57 %
73	Impôts et taxes	**3 445 000,00 €**	+ 0,90 %
731	Fiscalité locale	**18 450 000,00 €**	+ 2,76 %
74	Dotation et participations	**2 050 000,00 €**	+ 5,09 %
75	Autres produits de gestion courante	**50 000,00 €**	- 36,99 %
76	Produits financiers	**270 000,00 €**	+ 1,21 %
77	Produits exceptionnels	**50 000,00 €**	- 33,96 %
042	Dotation aux Amortissements RI	**200 000,00 €**	- 1,46 %
TOTAL		**26 200 000,00 €**	**+ 2,27 %**

013 : L'augmentation de 1,4 % en 2025 s'explique par une anticipation prudente des remboursements d'indemnités journalières et du supplément familial de traitement, basée sur l'évolution des effectifs ;

70 : Stabilité reflétant une continuité dans les ventes de biens et services sans variations majeures anticipées ;

73 : Le montant des crédits inscrits au chapitre 73 est stable comparé à 2024 en raison du gel des fractions de TVA décidé par l'État dans le cadre du PLF 2025 ;

731 : Les prévisions 2025 reflètent une augmentation globale de 2,76 %, principalement portée par la revalorisation des bases fiscales et la stabilité des taux d'imposition ;

74 : Les recettes du chapitre 74 devraient augmenter de 5 % en raison de nombreuses sollicitations de participations supplémentaires de l'État et des collectivités visant à soutenir les grands projets intercommunaux ;

75 : Une diminution significative est prévue en raison de la fermeture du centre aquatique, entraînant une baisse des recettes liées à l'intéressement ;

76 : La CCOMDM bénéficie du fonds de soutien prévu par l'article 92 de la loi n°2013-1278 à hauteur de 266 000 € par an, pour faire face aux surcoûts liés à ses emprunts structurés ;

77 : La diminution prévisionnelle des produits exceptionnels est une stratégie budgétaire sécurisée, évitant une surestimation des recettes non récurrentes ;

042 : Quote-part des subventions d'investissement reçues et transférée vers la section de fonctionnement estimée en légère diminution.

En résumé, l'augmentation de 2,27 % des recettes de fonctionnement prévues pour 2025 par rapport à celles perçues en 2024 reflète une légère progression des ressources, principalement liée à la revalorisation des bases fiscales et à une stabilité globale des dotations et autres recettes courantes.

Projections et Prévisions des Dépenses de Fonctionnement pour 2025 :

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025			
Chapitre	**Libellé**	**BP 2025**	**Évolution**
011	Charges à caractère général	**8 270 000,00 €**	+ 13,39 %
012	Charges de personnel	**5 950 000,00 €**	+ 5,09 %
014	Atténuations de produits	**4 310 000,00 €**	+ 0,05 %
65	Autres charges de gestion courante	**3 780 000,00 €**	+ 13,68 %
66	Charges financières	**1 030 000,00 €**	+ 23,58 %
67	Charges exceptionnelles	**1 000,00 €**	+ 28,92 %
68	Provisions	**6 000,00 €**	+ 4,08 %
042	Dotation aux Amortissements DI	**1 900 000,00 €**	+ 17,75 %
TOTAL		**25 247 000,00 €**	**+ 9,57 %**
023	Autofinancement	**953 000,00 €**	
		26 200 000,00 €	

011 : Augmentation de 13,39 %, en raison de nouvelles dépenses obligatoires comme l'assurance dommage-ouvrage des travaux Océabul, la délocalisation de la natation scolaire, le festival "Au grand air" et l'entretien des zones d'activités économiques pris en charge par le budget principal, le reste correspondant à l'anticipation des révisions réglementaires des prix de divers contrats ;

012 : La hausse des charges de personnel s'explique par l'anticipation de l'évolution des cotisations sociales, et le recrutement nécessaire pour accompagner les grands projets intercommunaux ;

014 : Continuité dans les compensations et exonérations appliquées, sans évolution notable des dispositifs fiscaux ;

65 : Augmentation, portée par le renforcement du soutien à l'habitat et par l'augmentation des aides dédiées au développement du commerce local ainsi que l'augmentation de la participation à Trivalis;

66 : les charges financières augmentent en raison de la souscription de nouveaux emprunts nécessaires pour financer les grands projets d'investissement ;

67 : un montant minimum est inscrit afin de prévoir d'éventuelles dépenses exceptionnelles, bien que leur nature ne soit pas encore déterminée ;

68 : Légère augmentation pour anticiper d'éventuels risques et ajustements nécessaires dans la gestion des engagements de la CCOMDM ;

042 : les opérations d'ordre de transfert entre sections devraient enregistrer une hausse d'environ 18 %, reflétant l'augmentation des dotations aux amortissements, liée aux nouveaux investissements réalisés ;

023 : Le chapitre 023 traduit l'effort d'autofinancement de la CCOMDM pour ses projets d'investissement, utilisant les ressources disponibles en fonctionnement pour limiter l'endettement et soutenir les ambitions d'équipement et d'aménagement. Le montant inscrit n'est pas une dépense réelle mais une écriture comptable de transfert entre sections.

En résumé, pour 2025, les dépenses de fonctionnement augmentent de 9,57 % par rapport au réalisé 2024, principalement en raison des hausses liées aux projets structurants (travaux Océabul, délocalisation de la natation scolaire), du renforcement du soutien à l'habitat et au commerce et de l'évolution des charges de personnel.

V. L'évolution de l'exécution budgétaire de la CCOMDM de 2023 à 2024 et les prévisions 2025 de la section d'Investissement

a. Les dépenses d'Investissement

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT				
	2023	2024	ÉVOLUTION	RAR
TOTAL	6 205 762,09 €	7 880 243,61 €	+ 26,98 %	1 391 928,46 €

DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION	RAR
OP	Travaux et Acquisitions pour la valorisation du patrimoine	3 972 462,66 €	4 349 312,91 €	+ 9,49 %	1 391 928,46 €
AP	Opérations Pluriannuelles d'équipement	77 813,40 €	802 590,27 €	+ 931,43 %	
13	Subventions d'équipement versées	0,00 €	378,00 €		
16	Remboursement de la dette en capital	2 005 426,40 €	2 149 987,39 €	+ 7,21 %	
26	Participations financières	0,00 €	0,00 €		
		6 055 702,46 €	7 302 268,57 €	+ 20,58 %	1 391 928,46 €

DÉPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION	RAR
040	Dotations aux amortissements	150 059,63 €	202 487,52 €	+ 34,94 %	
041	Intégration au patrimoine	0,00 €	375 487,52 €		
		150 059,63 €	577 975,04 €	+ 285,16 %	

Projections et Prévisions des Dépenses d'Investissement pour 2025 :

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2025				
Chapitre	RAR	2025	TOTAL	ÉVOLUTION
OP	**1 391 928,46 €**	4 579 505,31 €	**5 971 433,77 €**	+ 37,32 %
AP	Opérations Pluriannuelles	9 400 000,00 €	**9 400 000,00 €**	+ 1071,21 %
13	Subventions d'équipement versées	0,00 €	**0,00 €**	
16	Rembourst de la dette en capital	2 415 500,00 €	**2 415 500,00 €**	+ 12,33 %
26	Participations financières	40 000,00 €	**40 000,00 €**	
040	Dotations aux amortissements	200 000,00 €	**200 000,00 €**	- 1,46 %
041	Intégration au patrimoine	800 000,00 €	**800 000,00 €**	+ 113,06 %
001	Déficit antérieur	173 066,23 €	**173 066,23 €**	
TOTAL	1 391 928,46 €	17 435 005,31 €	19 000 000,00 €	+ 141,11 %

Focus sur les Autorisations de programme – Opérations pluriannuelles d'Investissement :

1. **Travaux de réhabilitation du Centre Aquatique Océabul**

Les travaux de réhabilitation du Centre Aquatique Océabul, dont le montant total est estimé à environ 10 M€, visent à moderniser les infrastructures pour répondre aux normes actuelles, améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment et renforcer l'attractivité de l'équipement.
Ce projet s'inscrit dans une démarche de soutien à la natation scolaire, aux activités sportives et touristiques du territoire, avec un impact direct sur la qualité des services proposés aux usagers.
Les dépenses prévues pour 2025 sont d'environ 7 M€. Le projet est subventionné à hauteur de 1,5 M€.

2. **Aménagement de pistes cyclables**

L'aménagement de pistes cyclables s'inscrit dans la stratégie de mobilité durable, visant à favoriser les déplacements doux, améliorer la sécurité des usagers, et renforcer l'attractivité du territoire pour les habitants et les touristes. Ce projet contribue à encourager des pratiques écoresponsables tout en développant les infrastructures adaptées au dynamisme croissant du territoire.
Le projet bénéficie d'une enveloppe totale de 6,5 M€, dont 1,3 M€ seront consacrés aux travaux en 2025. Il est subventionné à hauteur de 30 %, soit 2 M€ au total.

3. **Travaux de réhabilitation de la Maison du Peintre**

La réhabilitation de la Maison du Peintre, bâtiment patrimonial emblématique du territoire, vise à préserver et valoriser cet espace tout en l'adaptant aux besoins actuels.
Les travaux concerneront principalement la rénovation structurelle et énergétique, avec l'objectif de renforcer son attractivité.
Le montant des dépenses pour 2025 est estimé à environ 600 000 euros.
Le montant des subventions est d'environ 300 000 €

4. **Extension de la Maison du Développement Intercommunal (MDI)**

Le territoire de la CCOMDM connaît une croissance démographique et économique marquée, nécessitant une administration renforcée pour répondre aux besoins croissants des habitants et entreprises.
L'extension de la MDI, avec un coût estimé à 2 M€ et une réception prévue pour 2027, vise à améliorer la proximité et l'efficacité des services publics. En 2025, les dépenses liées au projet se concentreront principalement sur la maîtrise d'œuvre pour un montant d'environ 200 000 €.

Autres projets majeurs pour 2025 :

5. Renaturation du parking Grande Côte

La renaturation du parking Grande Côte s'inscrit dans une démarche environnementale ambitieuse, visant à transformer cet espace en un lieu exemplaire en matière d'intégration paysagère et de valorisation des écosystèmes locaux. Ce projet permettra non seulement d'améliorer la répartition des espaces et l'accueil des usagers, mais aussi de renforcer la biodiversité et de promouvoir une gestion durable.
Le montant estimé pour l'ensemble du projet est d'environ 600 000 € pour 450 000 € de subventions.

6. Création de la Végétri de Soullans

La création d'une végétri à Soullans vise à mettre en place une plateforme de dépôt volontaire dédiée aux déchets végétaux. Ce projet a pour objectif de faciliter la gestion des déchets verts pour les habitants tout en favorisant leur valorisation, notamment par le compostage ou le broyage. Cet équipement contribuera à une meilleure organisation de la collecte des déchets végétaux, tout en répondant aux enjeux environnementaux et réglementaires de la gestion durable des ressources.
Le coût estimé est de 180 000 € et les subventions pourraient atteindre un montant de 100 000 €.

7. Travaux d'entretien du réseau de Voiries

Les travaux d'entretien du réseau de voiries consistent à maintenir la qualité et la sécurité des infrastructures routières, notamment par la réfection des chaussées, le rebouchage des nids-de-poule, la rénovation des bordures, l'entretien des fossés, ainsi que l'amélioration de la signalisation horizontale et verticale. Ces interventions permettent de préserver la durabilité des voiries et d'assurer une circulation fluide et sécurisée pour tous les usagers.

L'enveloppe allouée en 2025 pour ces travaux est de 1,3 M€.
Aucun financement n'a été identifié à ce jour pour cette dépense.

Les principaux financeurs de ces projets sont :

- L'État (Fonds vert, DETR, DRAC …), la Région Pays de la Loire, le Département de la Vendée, l'Union Européenne, le SYDEV (Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement de la Vendée), l'ADEME (Agence de la Transition Écologique) ...

b. Les recettes d'Investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT				
		2023	2024	ÉVOLUTION
TOTAL		8 044 722,62 €	8 131 340,98 €	+ 1,08 %
RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
1068	Excédent de Fonct N-1 capitalisé	2 727 535,61 €	3 191 498,08 €	+ 17,01 %
10	FCTVA	325 721,00 €	628 459,01 €	+ 92,94 %
13	Subventions d'équipement reçues	700 821,64 €	335 738,77 €	- 52,09 %
16	Emprunts mobilisés	2 920 000,00 €	1 950 000,00 €	- 33,22 %
27	Recettes financières	78 243,35 €	36 576,00 €	- 53,25 %
		6 752 321,60 €	6 142 271,86 €	- 9,03 %
RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT				
Chapitre	Libellé	2023	2024	ÉVOLUTION
040	Dotations aux amortissements	1 292 401,02 €	1 613 581,60 €	+ 24,85 %
041	Intégration au patrimoine	0,00 €	375 487,52 €	
		1 292 401,02 €	1 989 069,12 €	+ 53,90 %

Projections et Prévisions des Recettes d'Investissement pour 2025 :

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025				
Chapitre	RAR	2025	TOTAL	ÉVOLUTION
1068	Excédent de Fonct N-1 capitalisé	2 595 939,22 €	**2 595 939,22 €**	- 18,66 %
10	FCTVA	1 795 500,00 €	**1 795 500,00 €**	+ 185,70 %
13	**1 303 458,33 €**	3 157 126,75 €	**4 460 585,08 €**	+ 1228,59 %
16	Emprunts mobilisés	6 458 375,70 €	**6 458 375,70 €**	+ 231,20 %
27	Recettes financières	36 600,00 €	**36 600,00 €**	
021	Autofinancement	953 000,00 €	**953 000,00 €**	+ 2505,53 %
040	Dotations aux amortissements	1 900 000,00 €	**1 900 000,00 €**	+ 17,75 %
041	Intégration au patrimoine	800 000,00 €	**800 000,00 €**	+ 113,06 %
	1 303 458,33 €	17 696 541,67 €	19 000 000,00 €	+ 133,66 %

VI. La situation financière (en TTC) de la CCOMDM au 31 décembre 2024

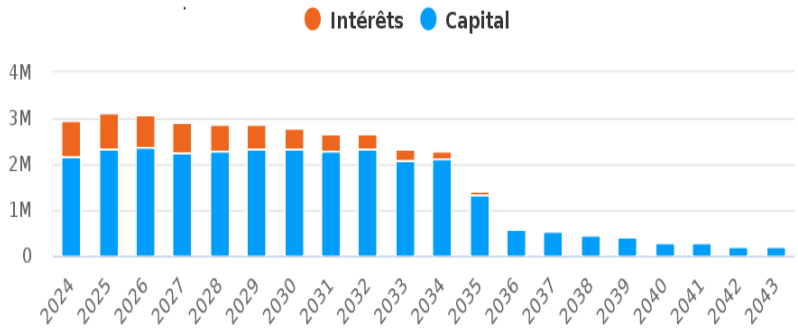
a. Résultats tous Budgets

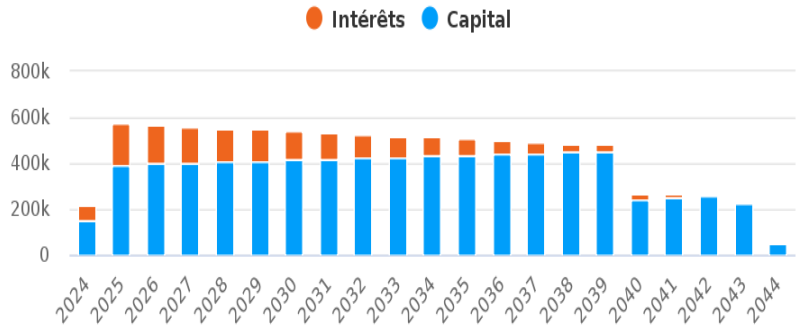
BUDGETS	Principal	Assainissement Collectif	SPANC	60 Bornes	ZAE	Immobilier d'entreprise	Boutiques	CONSOLIDÉS
Dépenses de Fonctionnement								
011 (+ Stocks)	7 293 259,38	254 230,76	40,55	220 583,05	471 209,21	52 082,35	64 069,25	8 355 474,55
012	5 661 654,87	248 283,87	37 678,20	42 157,55	73 293,62	41 939,08	27 377,54	6 132 384,73
014	4 308 047,00							4 308 047,00
65	3 325 034,03	4 499,00					4,20	3 329 537,23
66	833 481,37	45 512,25		61 431,74				940 425,36
67	775,66	240,00			85 866,00			86 881,66
68	5 765,00	6 568,00						12 333,00
S/Total	**21 428 017,31**	**559 333,88**	**37 718,75**	**324 172,34**	**630 368,83**	**94 021,43**	**91 450,99**	**23 165 083,53**
042	1 613 581,60	853 970,42		198 942,18	1 089 496,36	93 902,92		3 849 893,48
043	0,00				73 293,62			73 293,62
S/Total	**1 613 581,60**	**853 970,42**	**0,00**	**198 942,18**	**1 162 789,98**	**93 902,92**	**0,00**	**3 923 187,10**
Total	**23 041 598,91**	**1 413 304,30**	**37 718,75**	**523 114,52**	**1 793 158,81**	**187 924,35**	**91 450,99**	**27 088 270,63**
002	0,00			270 276,52	993 953,88	525 900,03	197 437,20	1 987 567,63
Recettes de Fonctionnement								
013	83 823,76						12 895,37	96 719,13
70 (+ Stocks)	1 590 996,74	4 382 452,08	36 440,00	280 669,40	163 466,00	3 760,71	71 205,93	6 528 990,86
73	3 414 361,12							3 414 361,12
731	17 954 902,34							17 954 902,34
74	1 950 672,80			199 288,24				2 149 961,04
75	79 349,95	0,88		1,20	194,35	39 880,40		119 426,78
76	266 776,67							266 776,67
77	75 709,58	2 400,00						78 109,58
S/Total	**25 416 592,96**	**4 384 852,96**	**36 440,00**	**479 958,84**	**163 660,35**	**43 641,11**	**84 101,30**	**30 609 247,52**
042	202 962,53	53 130,40		46 651,65	1 230 409,55	23 742,15		1 556 896,28
043	0,00				73 293,62			73 293,62
S/Total	**202 962,53**	**53 130,40**	**0,00**	**46 651,65**	**1 303 703,17**	**23 742,15**	**0,00**	**1 630 189,90**
Total	**25 619 555,49**	**4 437 983,36**	**36 440,00**	**526 610,49**	**1 467 363,52**	**67 383,26**	**84 101,30**	**32 239 437,42**
002	17 982,64	1 101 189,90	52 467,83		0,00			1 171 640,37
Résultats de Fonctionnement								
Résultat Courant	2 577 956,58	3 024 679,06	-1 278,75	3 495,97	-325 795,29	-120 541,09	-7 349,69	5 151 166,79
Résultat Antérieur	17 982,64	1 101 189,90	52 467,83	-270 276,52	-993 953,88	-525 900,03	-197 437,20	-815 927,26
Résultat de Fonctionnement	**2 595 939,22**	**4 125 868,96**	**51 189,08**	**-266 780,55**	**-1 319 749,17**	**-646 441,12**	**-204 786,89**	**4 335 239,53**
Dépenses d'Investissement								
OP	5 151 428,17			4 307 936,18				9 459 364,35
20		111 621,31						111 621,31
21		6 384,75		30 867,55		924 397,10		961 649,40
23		2 927 051,57		432 303,67	125 000,00	104 935,29		3 589 290,53
S/Total	**5 151 428,17**	**3 045 057,63**	**0,00**	**4 771 107,40**	**125 000,00**	**1 029 332,39**	**0,00**	**14 121 925,59**
13	378,00							378,00
16	2 149 987,39	268 134,96		152 419,15		37 920,80		2 608 462,30
26-27	0,00					62 000,00		62 000,00
S/Total	**2 150 365,39**	**268 134,96**	**0,00**	**152 419,15**	**0,00**	**99 920,80**	**0,00**	**2 670 840,30**
040	202 962,53	53 130,40		46 651,65	1 230 409,55	23 742,15		1 556 896,28
041	375 487,52			18 150,32				393 637,84
S/Total	**578 450,05**	**53 130,40**	**0,00**	**64 801,97**	**1 230 409,55**	**23 742,15**	**0,00**	**1 950 534,12**
Total	**7 880 243,61**	**3 366 322,99**	**0,00**	**4 988 328,52**	**1 355 409,55**	**1 152 995,34**	**0,00**	**18 743 300,01**
001	424 163,60				2 299 378,54	109 927,42		2 833 469,56
Recettes d'Investissement								
1068	3 191 498,08							3 191 498,08
10 (Hors 1068)	628 459,01							628 459,01
13	335 738,77	49 902,50						385 641,27
16	1 950 000,00			6 126 000,00		1 005,00		8 077 005,00
21-27	36 576,00			253,75	68 243,18	62 000,00		167 072,93
S/Total	**6 142 271,86**	**49 902,50**	**0,00**	**6 126 253,75**	**68 243,18**	**63 005,00**	**0,00**	**12 449 676,29**
040	1 613 581,60	853 970,42		198 942,18	1 089 496,36	93 902,92		3 849 893,48
041	375 487,52			18 150,32				393 637,84
S/Total	**1 989 069,12**	**853 970,42**	**0,00**	**217 092,50**	**1 089 496,36**	**93 902,92**	**0,00**	**4 243 531,32**
Total	**8 131 340,98**	**903 872,92**	**0,00**	**6 343 346,25**	**1 157 739,54**	**156 907,92**	**0,00**	**16 693 207,61**
001	0,00	6 167 464,24	1 720,00	786 480,26			11 175,68	6 966 840,18
42								
Résultat Courant	251 097,37	-2 462 450,07	0,00	1 355 017,73	-197 670,01	-996 087,42	0,00	-2 050 092,40
Résultat Antérieur	-424 163,60	6 167 464,24	1 720,00	786 480,26	-2 299 378,54	-109 927,42	11 175,68	4 133 370,62
Résultat d'Investissement	**-173 066,23**	**3 705 014,17**	**1 720,00**	**2 141 497,99**	**-2 497 048,55**	**-1 106 014,84**	**11 175,68**	**2 083 278,22**
Résultats								
Bilan annuel	**2 829 053,95**	**562 228,99**	**-1 278,75**	**1 358 513,70**	**-523 465,30**	**-1 116 628,51**	**-7 349,69**	**3 101 074,39**
Bilan	**2 422 872,99**	**7 830 883,13**	**52 909,08**	**1 874 717,44**	**-3 816 797,72**	**-1 752 455,96**	**-193 611,21**	**6 418 517,75**
Ratios								
Épargne Nette	1 838 588,26	3 557 384,12	-1 278,75	3 367,35	-466 708,48	-88 301,12	-7 349,69	4 835 701,69
Épargne Brute (CAF)	3 988 575,65	3 825 519,08	-1 278,75	155 786,50	-466 708,48	-50 380,32	-7 349,69	7 444 163,99
Tx CAF	15,69%	87,24%	-3,51%	32,46%	-285,17%	-115,44%	-8,74%	24,32%
CRD	27 079 040,00	2 810 647,00	0,00	7 359 074,00	0,00	0,00	0,00	37 248 761,00
CDD	6,79	0,73	0,00	47,24	0,00	0,00	0,00	5,00

b. La structure et la gestion de la dette

Budget Principal

Capital Restant Dû	Taux moyen
27 079 040 €	3,02 %
Charte de bonne conduite	**Nombre de lignes**
A1	18



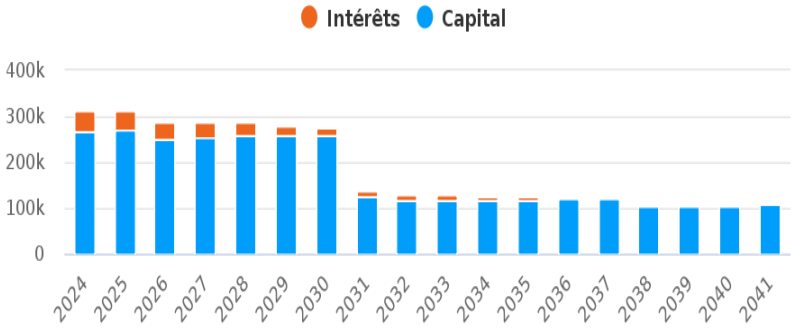


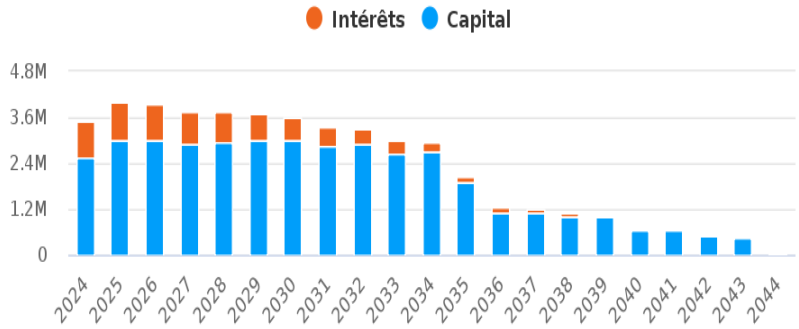
60 Bornes

Capital Restant Dû	Taux moyen
7 359 074 €	2,49 %
Charte de bonne conduite	**Nombre de lignes**
A1	4

Assainissement Collectif

Capital Restant Dû	Taux moyen
2 810 647 €	1,54 %
Charte de bonne conduite	**Nombre de lignes**
A1	8





Consolidé

Capital Restant Dû	Taux moyen
37 248 761 €	2,80 %
Charte de bonne conduite	**Nombre de lignes**
A1	30

Présentation des Effectifs et aspects RH

1) Effectifs Totaux :

- Nombre total de postes permanents : 119 (108 équivalents temps plein)
  - Dont Titulaires : 81 (dont 12 à temps non complet et 3 à temps partiel)
  - Dont Contractuels : 38 (dont 9 à temps non complet et 1 à temps partiel)
- Nombre de postes saisonniers : 23 (9 équivalents temps plein)
- Stages en 2024 : 5

2) Répartition par Catégorie et Femmes/Hommes/Ages/Absentéisme :

- 60% Femmes/ 40% Hommes
- Catégorie A/A+ (15%) : 18 (dont 10 encadrants/ 8 expertises) / 34% de femmes/ 66% hommes/ 3 femmes (sur 9, soit 33%) membres du Comité de Direction.
- Catégorie B/B+ (38%) : 45 (dont 6 encadrants) (Personnel d'enseignement artistique représentant une part significative) / 60% de femmes/40% hommes
- Catégorie C/C+ (47%) : 56 (dont 3 encadrants) / 68% de femmes/32% hommes
- Moyenne d'âge des agents de la Collectivité : 43 ans
- Taux d'absentéisme au sein de la Communauté de Communes hors congés paternité et maternité : 3.35% (La moyenne dans le FPT en France est estimée à 9.7%).

3) Évolution des Effectifs

- Recrutements :
  - Année 2024 : 9
  - Année 2025 : 8 (prévision)
- Départs (retraites, mutations…) :
  - Année 2024 : 6
  - Année 2025 : 8 (prévision)

4) Dépenses de Personnel

- Traitements Indiciaires : 2 914 656.35 €
- Régimes Indemnitaires : 687 999.84 €
- Heures Supplémentaires : 117.25heures (2 903.05 €)
- Autres Avantages en Nature : 0 € (aucun avantage en nature)

5) Durée du Travail

- Durée Légale : 39 heures par semaine (avec 23 jours RTT)
- Durée Effective : 1607 heures par an et par agent à temps complet

6) Politique Ressources Humaines : Formations, dialogue social et QVT

- Formation et Développement des compétences :
  - 75% des agents formés en 2024 à au moins 1 formation, soit 540 jours de formations pour 89 agents.
  - Objectifs principaux : Renforcement des compétences numériques, management, sécurité au travail.

- Dialogue social : Principales thématiques

  - Prévoyance complémentaire Territoria Mutuelle : Adhésion obligatoire couvrant les risques « incapacité » et « invalidité », au bénéfice de l'ensemble du personnel
  - Présentation de la Retraite progressive
  - Astreintes et permanences : Révision des modalités d'application
  - Formations Premiers Secours en Santé Mentale et conduites addictives proposées aux agents
  - Cybersécurité : Formations et mise à jour de la charte informatique
  - Avis relatifs aux modalités d'exploitation des services publics liés au Centre Aquatique Océabul et à l'enseignement de la natation et à l'assainissement collectif
  - Aménagement des locaux : Travaux réalisés et visites des membres du CST
  - Ajustements organisationnels
  - Travailleurs isolés : sélection d'un nouveau dispositif
  - Hygiène et sécurité
  - Plan de sobriété énergétique à destination du personnel

- Qualité de Vie au Travail :

Process d'accueil des nouveaux agents :	**2 de 3 jours**
Process d'accueil des saisonniers :	**2** d'½ journées
Temps de cohésion :	Vœux du personnel, Journée Interservices, Repas de Noël
Actions solidaires :	1 dessin = 1 soutien, Ma petite planète, Noël solidaire
Proposition d'actions sportives :	Monts sport entreprise, Triathlon relais entreprises, Pronostics Euro 2024

Prévisionnel 2025 – Tous Budgets

BUDGETS	Principal	Assainissement Collectif	SPANC	60 Bornes	ZAE	Immobilier d'entreprise	Boutiques	CONSOLIDÉS
Dépenses de Fonctionnement								
011 (+ Stocks)	8 270 000,00	724 940,00	31 189,08	232 000,00	302 512,00	55 458,88	69 895,37	9 685 995,33
012	5 950 000,00	330 000,00	45 000,00	50 000,00	80 000,00	45 000,00	30 000,00	6 530 000,00
014	4 310 000,00							4 310 000,00
65	3 780 000,00	4 650,00		100,00	10,00	100,00	10,00	3 784 870,00
66	1 030 000,00	41 350,00		195 000,00	11 830,28			1 278 180,28
67	1 000,00	10 000,00		500,00		500,00		12 000,00
68	6 000,00	8 000,00						14 000,00
S/Total	**23 347 000,00**	**1 118 940,00**	**76 189,08**	**477 600,00**	**394 352,28**	**101 058,88**	**99 905,37**	**25 615 045,61**
042	1 900 000,00	841 730,00		362 000,00	1 786 959,55	95 000,00		4 985 689,55
023-043	953 000,00	831 080,00			93 330,28			1 877 410,28
S/Total	**2 853 000,00**	**1 672 810,00**	**0,00**	**362 000,00**	**1 880 289,83**	**95 000,00**	**0,00**	**6 863 099,83**
002	0,00			266 780,55	1 319 749,17	646 441,12	204 786,89	2 437 757,73
Total	**26 200 000,00**	**2 791 750,00**	**76 189,08**	**1 106 380,55**	**3 594 391,28**	**842 500,00**	**304 692,26**	**34 915 903,17**
Recettes de Fonctionnement								
013 (Stocks)	85 000,00						12 800,00	97 800,00
70	1 600 000,00	2 730 000,00	25 000,00	697 000,00	624 150,00	2 000,00	77 000,00	5 755 150,00
73	3 445 000,00							3 445 000,00
731	18 450 000,00							18 450 000,00
74	2 050 000,00			362 280,55				2 412 280,55
75	50 000,00	5 000,00				816 500,00		871 500,00
76	270 000,00							270 000,00
77	50 000,00	5 000,00					214 892,26	269 892,26
S/Total	**26 000 000,00**	**2 740 000,00**	**25 000,00**	**1 059 280,55**	**624 150,00**	**818 500,00**	**304 692,26**	**31 571 622,81**
042	200 000,00	51 750,00		47 100,00	2 876 911,00	24 000,00		3 199 761,00
043	0,00				93 330,28			93 330,28
S/Total	**200 000,00**	**51 750,00**	**0,00**	**47 100,00**	**2 970 241,28**	**24 000,00**	**0,00**	**3 293 091,28**
002	0,00		51 189,08		0,00			51 189,08
Total	**26 200 000,00**	**2 791 750,00**	**76 189,08**	**1 106 380,55**	**3 594 391,28**	**842 500,00**	**304 692,26**	**34 915 903,17**
Dépenses d'Investissement								
OP	15 371 433,77							15 371 433,77
20		315 794,67				50 000,00		365 794,67
21		123 000,00		56 728,65		60 870,00	11 175,68	251 774,33
23		8 908 585,33		3 863 271,35	125 000,00	407 539,16		13 304 395,84
S/Total	**15 371 433,77**	**9 347 380,00**	**0,00**	**3 920 000,00**	**125 000,00**	**518 409,16**	**11 175,68**	**29 293 398,61**
13	0,00							0,00
16	2 415 500,00	272 450,00		420 000,00		38 576,00		3 146 526,00
26-27-4581	40 000,00		1 720,00					41 720,00
S/Total	**2 455 500,00**	**272 450,00**	**1 720,00**	**420 000,00**	**0,00**	**38 576,00**	**0,00**	**3 188 246,00**
040	200 000,00	51 750,00		47 100,00	2 876 911,00	24 000,00		3 199 761,00
041	800 000,00			140 000,00				940 000,00
S/Total	**1 000 000,00**	**51 750,00**	**0,00**	**187 100,00**	**2 876 911,00**	**24 000,00**	**0,00**	**4 139 761,00**
001	173 066,23				2 497 048,55	1 106 014,84		3 776 129,62
Total	**19 000 000,00**	**9 671 580,00**	**1 720,00**	**4 527 100,00**	**5 498 959,55**	**1 687 000,00**	**11 175,68**	**40 397 535,23**
Recettes d'Investissement								
1068	2 595 939,22	4 125 868,96						6 721 808,18
10 (Hors 1068)	1 795 500,00							1 795 500,00
13	4 460 585,08	167 886,87		207 407,25		133 920,00		4 969 799,20
16	6 458 375,70			1 676 194,76	3 712 000,00	1 458 080,00		13 304 650,46
21-27	36 600,00							36 600,00
S/Total	**15 347 000,00**	**4 293 755,83**	**0,00**	**1 883 602,01**	**3 712 000,00**	**1 592 000,00**	**0,00**	**26 828 357,84**
040	1 900 000,00	841 730,00		362 000,00	1 786 959,55	95 000,00		4 985 689,55
041	800 000,00			140 000,00				940 000,00
021	953 000,00	831 080,00						1 784 080,00
S/Total	**3 653 000,00**	**1 672 810,00**	**0,00**	**502 000,00**	**1 786 959,55**	**95 000,00**	**0,00**	**7 709 769,55**
001	0,00	3 705 014,17	1 720,00	2 141 497,99			11 175,68	5 859 407,84
Total	**19 000 000,00**	**9 671 580,00**	**1 720,00**	**4 527 100,00**	**5 498 959,55**	**1 687 000,00**	**11 175,68**	**40 397 535,23**

Le budget Assainissement Collectif 2025 vise à moderniser et renforcer le réseau d'assainissement collectif en renouvelant et étendant 5 km de canalisations (2 % du patrimoine), modernisant trois postes de refoulement stratégiques, et réalisant des travaux de maintenance sur les STEP.

En parallèle, une étude de faisabilité est engagée pour redéfinir l'avenir des stations d'épuration de Notre-Dame-de-Monts et La Barre-de-Monts, en anticipant les besoins futurs et les évolutions technologiques.

Définition des travaux de réseaux :

- Renouvellement des réseaux : Il s'agit de remplacer des canalisations vétustes qui présentent des risques de fuites, de corrosion, ou de dysfonctionnements hydrauliques. Ces travaux permettent de limiter les pertes d'eau, réduire les intrusions d'eaux parasites, et garantir un bon écoulement des effluents vers les stations d'épuration.
- Extension des réseaux : Il s'agit de prolonger les infrastructures existantes pour raccorder de nouvelles zones urbaines ou périurbaines à l'assainissement collectif. Cela inclut la pose de nouvelles conduites, la création de branchements et parfois l'ajout de nouveaux postes de refoulement pour assurer un bon écoulement.

Définition d'un poste de refoulement :

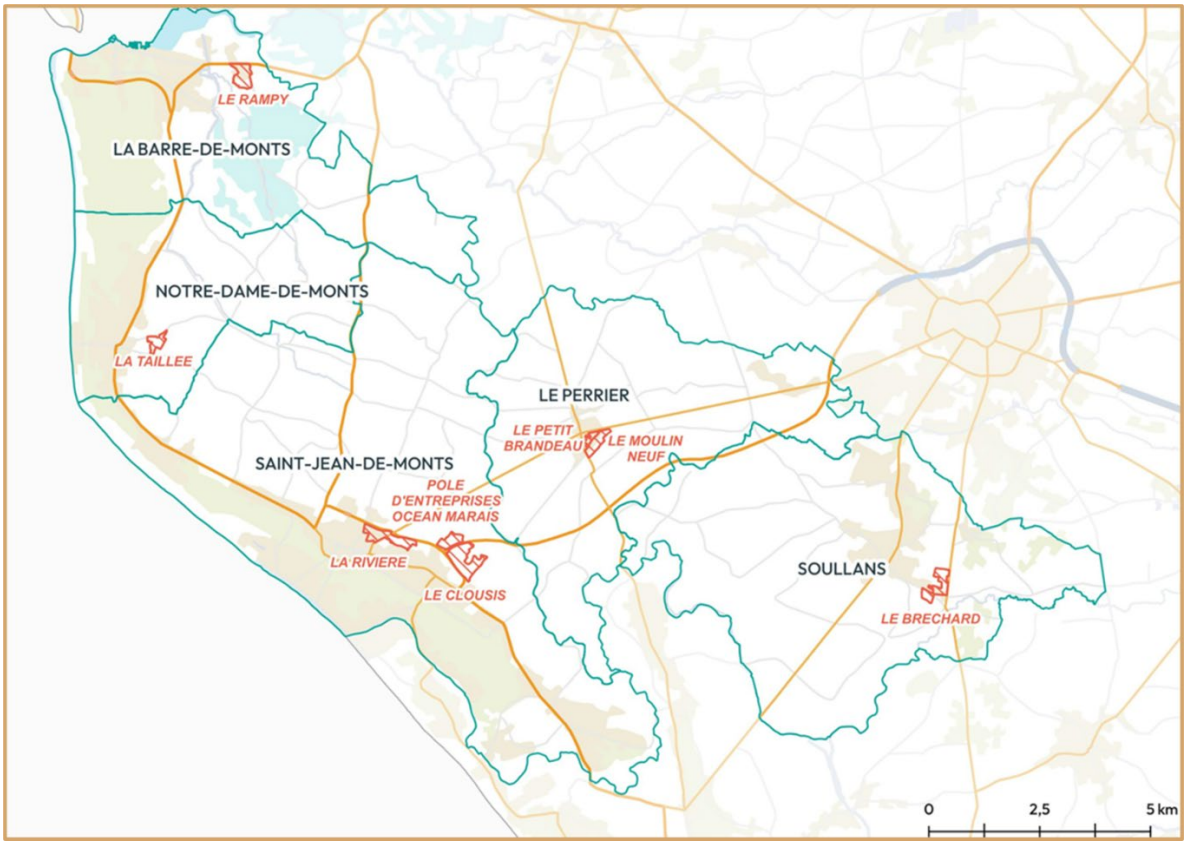
Un poste de refoulement est une station de pompage qui permet d'acheminer les eaux usées d'une zone basse vers un réseau d'égout plus haut (car l'assainissement fonctionne en écoulement gravitaire, mais nécessite parfois des pompes pour les franchissements de reliefs).

Les postes de refoulement jouent un rôle stratégique dans le transfert des effluents vers les stations d'épuration. Une défaillance entraînerait un risque de débordement des eaux usées, avec des impacts environnementaux et sanitaires.

Leur remplacement assure une meilleure gestion des flux et une optimisation énergétique.

Le budget des 60 Bornes 2025 permet de finaliser une modernisation majeure de la STEP avec des améliorations ciblées sur le prétraitement, le bassin tampon et le surpresseur, afin de mieux traiter les effluents et augmenter la capacité hydraulique.

L'ancien local surpresseur, devenu obsolète à la suite du remplacement des équipements, sera réaménagé pour répondre à d'autres besoins techniques, apportant une optimisation de l'espace existant sans construction neuve et en améliorant les conditions de travail des équipes d'exploitation.



<u>Le budget des Zones d'Activités Économiques (ZAE) 2025</u> a pour objectif d'accélérer la commercialisation des terrains existants tout en renforçant l'attractivité du territoire. Cela passe par :

- Une meilleure mise en valeur des terrains (aménagements, infrastructures, …) ;
- Un travail de promotion active auprès des entreprises (salons, aides à l'implantation, …) ;
- Une amélioration des services et infrastructures (voirie, accompagnement administratif, …).

Zones en cours de commercialisation :

LA TAILLEE, LE CLOUSIS 1, LE BRECHARD 2

Zones en cours d'étude :

LE RAMPY 2, LA TAILLEE 2, BRANDEAU 2,
LE BRECHARD 3

Zones en concession d'aménagement :

PÔLE ENTREPRISE
LE CLOUSIS 2 - ORYON

Zones achevées :

LE RAMPY, LA RIVIERE,
BRANDEAU LE MOULIN NEUF, LE BRECHARD 1

Le **<u>budget immobilier d'entreprise 2025</u>** poursuit la dynamique engagée en 2024, avec la finalisation des travaux de la Pépinière d'entreprises « La Ruche », et des investissements ciblés pour conserver et améliorer l'espace de télétravail et de coworking.

<u>Le budget des boutiques des sites patrimoniaux</u> vise à réduire le déficit en optimisant la gestion des stocks et en augmentant la valeur perçue des produits.

L'évolution de l'offre vers des produits de meilleure qualité, sous une marque Made in France « Maraîchine, Maraîchin », participe à cette stratégie de repositionnement commercial.